

Énergie

38e Congrès FNCCR - Septembre 2022 - RENNES

Table ronde 9 - Madi 27 septembre 2022 - 16h

LES CONCESSIONS D'ÉNERGIE : QUELLE MODERNISATION DES CONTRATS ET QUEL BILAN DES PREMIERS RENOUVELLEMENTS RÉALISÉS

INTERVENANTS



Animation par par Stéphane SIGNORET

Philippe AUVRAY

Président de Territoire d'énergie Orne et Vice-président de la FNCCR

Christian BÜCHEL

Directeur clients territoires d'Enedis

Maurice GIRONCEL

Président du SIDÉLEC - Territoire d'énergie Réunion

Guy HOURCABIE

Président du Syndicat intercommunal d'énergies, d'équipement et d'environnement de la Nièvre (SIEEN) et Vice-président délégué de la FNCCR

Antoine JOURDAIN

Directeur technique et international d'EDF SEI

Cécile NIVAUD

Déléguée concessions de GrDF

Lionel ZECRI

Directeur du marché des clients particuliers d'EDF

Stéphane SIGNORET

Au cours de cette table ronde, nous aborderons plusieurs sujets importants en lien avec les nouveaux modèles de contrat de concession pour la distribution et la fourniture au tarif réglementé de vente pour l'électricité et pour la distribution publique de gaz.

Ce sujet est crucial dans la mesure où les collectivités sont propriétaires de ces réseaux. L'approche contractuelle est fondamentale au regard des durées très longues des concessions.

Christian BÜCHEL



L'accord-cadre FNCCR-France Urbaine-Enedis-EDF a été signé en décembre 2017 après plus d'un an de négociations et d'échanges entre les différents acteurs concernés. Il s'agit d'un accord très complexe qui tient compte des spécificités françaises, notamment une dimension nationale avec la péréquation et la solidarité des territoires, et une dimension locale. Enedis s'est attaché à saisir les besoins des collectivités locales. Nous avons rapidement compris que l'engagement sur les investissements, non seulement sur le moyen terme avec les plans pluriannuels d'investissements (PPI), mais aussi sur le long terme avec les schémas directeurs de ces investissements (SDI), revêtait une importance stratégique capitale pour les collectivités afin de réaliser leur ambition énergétique territoriale. Réciproquement, les collectivités se sont familiarisées avec la gestion de la somme des concessions pour rentrer dans le TURPE (tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité).

Nous avons engagé des négociations au niveau local afin de bien cerner les problématiques de chaque concession et de chaque propriétaire de réseau. Les contrats de concession sont déployés progressivement. Enedis se félicite d'avoir obtenu la confiance de plus de 94 % des 368 contrats de concession. D'un point de vue sociétal, il était important pour Enedis d'utiliser un modèle identique pour les zones urbaines et rurales. Une dizaine de contrats au niveau départemental sont en cours de négociation. Au cours de cette table ronde, nous aborderons sans doute les différents articles du contrat de concession qui s'inscrivent dans une vision de transformation énergétique.

Stéphane SIGNORET

MADAME NIVAUD, POURRIEZ-VOUS NOUS DONNER DES ÉLÉMENTS DE COMPRÉHENSION CONCERNANT LA SITUATION DES CONTRATS SUR LES RÉSEAUX DE GAZ ?

Cécile NIVAUD

Nous avons 4 500 contrats, ce qui est très différent de la situation dans le domaine de l'électricité. Il existe un panel de collectivités très diverses, comprenant des petites communes, des syndicats d'énergie, des métropoles et des communautés urbaines.

Cécile NIVAUD



Les négociations avec France Urbaine et la FNCCR étaient d'autant plus importantes pour nous que ces deux associations représentaient le panel de nos autorités concédantes. Notre modèle n'était pas très ancien puisqu'il datait de 2010. Toutefois, il fallait intégrer les nouveaux impératifs que constituent la transition écologique, l'urgence climatique et le besoin d'avoir un mix équilibré décarboné. Nous devons également prendre en considération les enjeux de sécurité du réseau qui représente un sujet capital pour le gaz.

Stéphane SIGNORET

MONSIEUR ZECRI, VOUS FAITES PARTIE DU CONTRAT EN TANT QUE FOURNISSEUR D'ÉLECTRICITÉ AU TARIF RÉGLEMENTÉ DE VENTE. QUELLE EST VOTRE RELATION AVEC LES AUTORITÉS CONCÉDANTES ET QU'APORTEZ-VOUS AU CONTRAT ?

Lionel ZECRI



La relation est globalement de bonne qualité. Nous apportons ce que nous devons et ce que nous faisons. Nous devons toutes les informations liées au tarif réglementé de vente en électricité au titre de la concession, le bilan de l'exécution de nos missions de service public, les informations relatives au portefeuille, à la satisfaction et à la précarité énergétique. Nous avons bien conscience que les éléments transmis ne sont pas à la maille attendue par les autorités concédantes. Nous devons donc assurer un équilibre entre, d'une part, l'efficacité du service public, qui s'appuie sur une organisation nationale très industrialisée pour traiter nos 20 millions de clients au tarif réglementé de vente, et d'autre part, les attentes légitimes des autorités concédantes. Les bilans annuels que nous réalisons créent un cadre de dialogue intéressant pour travailler avec l'ensemble des acteurs sur des sujets d'actualité, notamment la sobriété énergétique.

Stéphane SIGNORET

Le sujet de la transition énergétique a été pris en compte par ces contrats de concession.

MONSIEUR BÜCHEL, EN QUOI LA FORMULATION DE CES CONTRATS PERMETTRA-T-ELLE D'ACCÉLÉRER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ?

Christian BÜCHEL

Je pense que cette transition nécessite des avancées fortes immédiates, engagées et concrètes, qui doivent en même temps s'inscrire dans le long terme. Je salue le travail mené par les négociateurs de l'accord de 2017, qui a permis une véritable transformation non seulement dans la relation contractuelle, mais également dans la manière de travailler ensemble. On pourrait s'interroger sur l'intérêt d'avoir élaboré un contrat d'une durée de 30 ans. Cette perspective de long terme était nécessaire. La somme des avancées immédiates en matière de transition énergétique doit s'inscrire dans une direction cohérente.

J'aimerais insister sur le caractère concret de la transition énergétique. L'an dernier, 3,7 GW ont été raccordés au réseau public de distribution, ce qui équivaut à une puissance électrique installée correspondant à 3,7 réacteurs nucléaires. Le contrat de concession est conçu de manière à ce que la stratégie de long terme permette un doublement de cette puissance. Les contrats de concession visent à répondre à cet objectif. En tant qu'opérateur industriel de service public national, nous concevons des politiques techniques et stratégiques, comme la politique d'investissements 2035. Les PPI développés pour chaque territoire doivent assurer la transition énergétique et la résilience des réseaux.

Stéphane SIGNORET

MADAME NIVAUD, EN QUOI CES NOUVEAUX CONTRATS DE CONCESSION AIDERONT-ILS À LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ? PAR AILLEURS, EXISTE-T-IL DES DIFFÉRENCES NOTABLES ENTRE LES ZONES URBAINES ET LES TERRITOIRES MOINS DENSÉMENT PEUPLÉS ?

Cécile NIVAUD

Il n'existe aucune différence de traitement entre les zones urbaines et les autres. En revanche, chaque contrat reflète les enjeux et les particularités de chaque territoire. C'est pourquoi l'essentiel se passera dans les négociations locales. Nous avons une annexe dédiée à la transition énergétique visant à définir des actions concrètes

permettant de constituer un mix décarboné, équilibré et résilient. En négociant ce modèle, nous avons créé les conditions permettant de traduire ces objectifs de manière concrète dans les territoires. Un bilan des réalisations sera effectué tous les 5 ans.

Stéphane SIGNORET

MONSIEUR AUVRAY, LE MODÈLE PRÉVOIT DE DÉFINIR DES ZONES DE DÉVELOPPEMENT POUR LE GAZ VERT. QUEL ACTEUR APPORTE ALORS LE PLUS D'INFORMATIONS : CEUX QUI CONNAISSENT LE MIEUX LE TERRITOIRE CONCERNÉ OU LE GESTIONNAIRE DU RÉSEAU ?

Nous sommes complémentaires. Nous échangeons déjà régulièrement avec les équipes de GrDF et chacun apporte les informations à sa disposition. Idéalement, nous essayons de construire des projets de territoire en associant le syndicat d'énergie, les collectivités et les agriculteurs pour fabriquer le gaz vert.

Stéphane SIGNORET

MONSIEUR GIRONCEL, LA SIGNATURE DE VOTRE CONTRAT EST QUASIMENT ACHEVÉE. POUR QUELLE RAISON VOUS ÊTES-VOUS MOBILISÉ SUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES ET COMMENT LES PRENEZ-VOUS EN COMPTE DANS CE CONTRAT ?

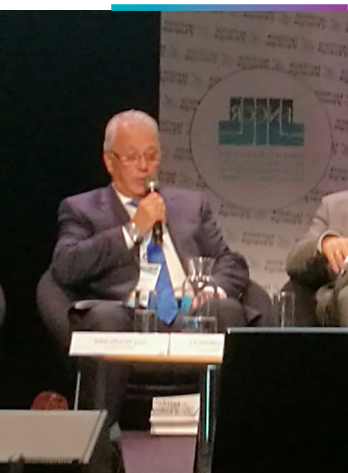
Maurice GIRONCEL

Je suis Président de la Commission des ZNI (zones non interconnectées) à la FNCCR, qui regroupe les territoires ne pouvant pas être raccordés au réseau national. Avec Ralph MONPLAISIR, Président du Syndicat mixte d'électricité de la Martinique (SMEM), et Daniel DULAC, Président du Sy.MEG en Guadeloupe, nous avons participé aux négociations et signé un accord-cadre le 10 mars 2022 en étroite collaboration avec la FNCCR pour s'engager vers ce nouveau contrat de concession. Nous innovons également par ce biais et sommes ainsi en train de réaliser un micro réseau solaire à Mafate (non raccordé au réseau public) pour approvisionner 300 familles, ce qui représente environ 1 000 personnes.

Philippe AUVRAY



Maurice GIRONCEL



Nos syndicats ultra-marins souhaitent pouvoir rapidement signer ce nouveau contrat de concession. À la Réunion, nous avons commencé le travail dès février 2022 en mobilisant nos équipes techniques et les équipes de la direction régionale d'EDF. 14 réunions techniques ont été réalisées en peu de temps et aujourd'hui, nous sommes presque prêts. Nous avons prévu de signer le contrat de concession le 22 novembre 2022.

Nous sommes l'une des rares régions à avoir mis en place la PPE. Dès 2023, l'une de nos 3 centrales de production fonctionnera avec du bioéthanol. Les deux autres centrales utiliseront de la biomasse, qu'il nous faudra en partie importer. Ces réalisations montrent notre engagement dans la transition énergétique. Il s'agit d'un engagement de longue date, comme en témoigne le travail pionnier mené par Paul VERGÈS dans les années 1990. L'île de la Réunion présente du reste le nombre moyen de chauffe-eaux solaires par habitant le plus élevé.

Stéphane SIGNORET

MONSIEUR JOURDAIN, COMMENT LES SPÉCIFICITÉS DES ZNI ONT-ELLES ÉTÉ PRISES EN COMPTE DANS LES SCHÉMAS DIRECTEURS ET LES PLANS PLURIANNUELS D'INVESTISSEMENTS ?

Antoine JOURDAIN

Nous n'avons que 21 contrats à renouveler sur la zone couverte par EDF SEI. SEI joue plusieurs rôles : celui de producteur d'électricité, celui de RTE, celui d'Enedis avec la gestion du réseau, et le rôle d'EDF commercialisateur avec la facturation de l'ensemble des factures aux clients. Par ailleurs, nous développons la maîtrise de la demande énergétique. La décision a été prise de travailler en se rapprochant du contrat de 2017 validé pour la Métropole afin de profiter de ses avantages.

Nous rencontrons les mêmes difficultés qu'en Métropole. Il faut moderniser l'actif industriel et le garder en bon état durant les 30 ou 40 prochaines années. Les objectifs sont fixés dans le SDI. Les politiques techniques visant à assurer la résilience du réseau et les projets des territoires sont intégrés aux PPI qui sont coconstruits. Comme en Métropole, les montants d'investissement croissent avec le développement de plusieurs secteurs, comme le photovoltaïque et l'intégration de batteries.

Cette hausse est estimée à environ 20 % dans les prochaines années pour faire face à la transition énergétique.

Stéphane SIGNORET

MONSIEUR HOURCABIE, CETTE PLANIFICATION DES INVESTISSEMENTS, EN PARTICULIER SUR LE MOYEN TERME, EST TRÈS IMPORTANTE À VOS YEUX. POURRIEZ-VOUS NOUS EXPLIQUER POURQUOI ? PAR AILLEURS, COMMENT LE SUIVI DE CES INVESTISSEMENTS A-T-IL ÉTÉ INTÉGRÉ À CE CONTRAT ?

Guy HOURCABIE



Ce contrat constitue une avancée importante dans la mesure où il offre une vue prospective sur l'avenir qui n'existait pas avant. Les négociations ont permis la mise en place de cette visibilité avec ces schémas directeurs, les SDI. Nous commençons par établir un bilan de la concession au moment où elle prend fin. Par la suite, nous faisons une prospective sur nos objectifs pour les 30 années qui suivent. Ce schéma général nous permettra d'évaluer le travail effectué au cours des 30 ans. Ce travail est découpé en plusieurs phases grâce à des PPI d'une durée de 4 ou 5 ans, à l'issue desquels nous vérifions si les objectifs fixés par période ont été atteints. En cas de réussite du premier, il est possible de travailler sur un deuxième passage à travers un deuxième PPI et ainsi de suite. Dans le cas contraire, il faut essayer de comprendre les raisons de l'échec. En cas de lacune de la part du concessionnaire, il est possible d'engager des pénalités que l'on séquestre en attendant la réalisation du programme concerné. Cette architecture est très structurante pour un territoire. Les collectivités territoriales vont ainsi connaître les investissements qui seront prévus sur leur territoire pour les 30 prochaines années. En outre, il est également possible de cofinancer certaines actions sur le territoire.

Les premiers PPI engagés ont été relativement efficaces. Certains territoires sont en train de préparer leur deuxième PPI. Nous devons continuer à être ambitieux.

Dans cette nouvelle conception de nos rapports, la transition énergétique jouera un rôle très important.

Le nouveau cahier des charges des concessions permet désormais aux AODE de procéder au raccordement des producteurs d'énergie avec des seuils spécifiques.

Le comité national de suivi des nouveaux contrats de concession fera des bilans réguliers des avancées, des difficultés rencontrées et rapportera les petits manques constatés lors de l'élaboration du cahier des charges. Nous avons en effet pris la précaution d'intégrer des clauses de revoyure au cahier des charges.

Aujourd'hui, par exemple pour le raccordement des producteurs, le seuil de 36 kVA représente un seuil bas pour les bâtiments publics. Il est donc nécessaire de renégocier ces seuils à la hausse. Le comité national de suivi devra examiner certains sujets issus des remontées du terrain, comme certaines difficultés à renégocier les nouveaux PPI qui ne satisfont pas certaines AODE.

Stéphane SIGNORET

LE TERRITOIRE DE LA NIÈVRE A-T-ELLE SIGNÉ CE CONTRAT ?

Guy HOURCABIE

La signature du cahier des charges de concession du SIEEEN dans la Nièvre sera effectuée le 28 septembre. Le PPI est déjà envisagé. Le travail a abouti en tenant compte de nos attentes et préconisations, puisque le montant des investissements prévus s'établit à 11,5 M€ sur les 4 prochaines années.

Nous avons en effet des besoins considérables, notamment pour réduire le temps de coupure dans certaines zones spécifiques, comme le Morvan.

Stéphane SIGNORET

Ce schéma et ces plans prévoient la fiabilisation des ouvrages et l'amélioration de la qualité.

MONSIEUR BÜCHEL, ENEDIS EST TRÈS CONCERNÉ PAR CES SCHÉMAS DIRECTEURS ET CES PLANS D'INVESTISSEMENT. COMMENT POUVEZ-VOUS D'EMBLÉE SAISIR LES BESOINS DES TERRITOIRES ET COMMENT CES BESOINS S'ARTICULENT-ILS AVEC VOTRE POLITIQUE NATIONALE INDUSTRIELLE ?

Christian BÜCHEL

Je parlais de pas concrets qui s'inscrivent dans le long terme. Monsieur HOURCABIE vient d'en donner deux illustrations. Par le passé, les syndicats d'énergie n'avaient pas de visibilité concernant le montant des investissements. Par ailleurs, Monsieur HOURCABIE a évoqué la notion de co-investissement. À travers l'article 8 de ce contrat, nous sommes parvenus à inscrire communé-

ment une vision de l'investissement pour contribuer à la politique industrielle nationale.

Stéphane SIGNORET

POURRIEZ-VOUS NOUS DONNER DES PRÉCISIONS SUR CET ARTICLE ?

Christian BÜCHEL

Cet article prévoit des fonds consacrés aux réseaux basse tension où la maîtrise d'ouvrage relève plutôt de l'AODE. Ce contrat est constitué d'éléments extrêmement concrets. Il propose une vision stratégique industrielle à long terme de résilience et d'intégration de la transition énergétique. L'ensemble des montants des PPI doit être intégré au TURPE, sachant que ces contrats ne sont pas signés simultanément, cela demande une attention particulière. Il faut faire en sorte que le TURPE, tarif qui couvre les coûts d'exploitation, de développement et d'entretien des réseaux, soit l'un des meilleurs d'Europe en matière de performance économique, tout en répondant aux politiques et aux ambitions de chaque territoire. Compte tenu de la complexité de cette mécanique, un partenariat de confiance s'inscrivant dans le long terme est indispensable.

Les notions d'écoute et de co-construction ainsi que la mise en place d'un suivi de contrat de management constituent une transformation culturelle pour notre entreprise.

Guy HOURCABIE

Ce changement est essentiel pour ne pas subir les contraintes qui existaient par le passé et se donner de la visibilité. Désormais, nous avons la garantie de disposer des fonds nécessaires pour réaliser les travaux prévus.

Stéphane SIGNORET

MONSIEUR AUVRAY, QU'ATTENDEZ-VOUS DE GRDF DANS LA DÉFINITION COMMUNE DE CE PLAN D'INVESTISSEMENT ? QUELS SONT LES ÉLÉMENTS PRIORITAIRES ?

Philippe AUVRAY

Comme dans le domaine de l'électricité, toutes les autorités organisatrices de la distribution de gaz dont l'investissement annuel est supérieur à 100 K€ sur leur territoire établiront un schéma directeur avec des PPI. Nous nous félicitons de l'importance accordée au dialogue par le concessionnaire GrDF.

Nous pourrions ainsi disposer de données plus détaillées et plus complètes dont nous ne disposons pas auparavant. À titre d'exemple, lors des contrôles de concession, les collectivités peuvent demander des précisions sur le nombre, la nature et les circonstances des incidents constatés. Il est important de disposer de ces données pour la qualité du service et la sécurité. La redevance de fonctionnement a également été modifiée de manière à tenir compte du nombre de clients, et non du nombre d'habitants, comme cela était fait par le passé et du regroupement des collectivités. Une prime incitative de 5 000 euros sera versée lors du raccordement d'un méthaniseur à notre réseau la première année. Elle valorise le gaz vert sur le territoire et permet d'abonder la redevance. Par la suite, un montant annuel de 750 euros sera versé pour chaque méthaniseur raccordé.

Stéphane SIGNORET

DONNEZ-VOUS LA PRIORITÉ À LA QUALITÉ DE SERVICE ET LA SÉCURITÉ DES RÉSEAUX ?

Philippe AUVRAY

La sécurité des réseaux est primordiale, comme en témoigne le montant journalier de 1 M€ qui y est consacré par GrDF à ce sujet. Nous y avons consacré un chapitre dédié.

Stéphane SIGNORET

Le contrat de concession concernant le gaz présente la spécificité de prévoir des indicateurs de performance.

MADAME NIVAUD, POURRIEZ-VOUS NOUS APPORTER DES PRÉCISIONS SUR CES INDICATEURS ET SUR LA MANIÈRE DONT SERONT UTILISÉES CES DONNÉES ?

Cécile NIVAUD

La mise en place de ce dispositif, que nous avons élaboré avec la FNCCR, constitue une grande avancée. Ces indicateurs de performance seront soumis de surcroît à une incitation financière. Des pénalités seront ainsi requises si les objectifs fixés ne sont pas atteints. Un accord a été trouvé sur 3 indicateurs qui étaient source de préoccupation pour les collectivités :

- La cohérence entre les inventaires techniques et les inventaires comptables afin de garantir une connaissance précise et exhaustive du patrimoine ;
- Le temps moyen de coupure par client ;
- La satisfaction des clients.

Ces indicateurs locaux complètent la régulation incitative nationale mise en place par la CRE, qui représente 0,6 % du chiffre d'affaires de GrDF. Nous avons souhaité que les pénalités liées à ces trois indicateurs aient la même importance et correspondent à 0,6 % du chiffre d'affaires de chaque concession.

Stéphane SIGNORET

MONSIEUR GIRONCEL, QUEL EST L'INTÉRÊT D'AVOIR ACCÈS À CES DONNÉES ET LESQUELLES VOUS INTÉRESSENT LE PLUS ?

Maurice GIRONCEL

Ces données ont un intérêt certain pour la vie du contrat, pour l'aménagement du territoire, pour le contrôle.... À titre d'exemple, il nous est souvent demandé de justifier la manière dont nous utilisons les fonds du CAS-FA-CÉ. Une meilleure connaissance du réseau nous permet de préciser notre emploi des crédits de l'État. L'île de la Réunion compte 150 000 compteurs intelligents, ce qui a permis de réduire le nombre d'abonnés mal alimentés de 28 000 à 15 000.

Le montant du nouveau contrat de concession que nous signerons le 22 novembre 2022 s'établit à 26,5 M€, entraînant une hausse de la redevance R2 de 45 %, avec un résultat annuel supérieur à 850 000 euros.

Stéphane SIGNORET

MONSIEUR JOURDAIN, CONSIDÉREZ-VOUS QUE L'ACCÈS À DE NOMBREUSES DONNÉES CONSTITUE ÉGALEMENT UN CHANGEMENT MAJEUR POUR SEI ?

Antoine JOURDAIN

Tout à fait. Ce changement est aidé par le compteur numérique comme l'a souligné le Président GIRONCEL, qui nous permettra d'obtenir plus d'informations que par le passé. Cet appareil nous apporte une connaissance plus intime et plus directe de l'état des réseaux, la possibilité d'effectuer des analyses portant sur les clients mal alimentés et de préparer le pilotage de la charge en anticipant les problématiques de variation de tension lors du raccordement massif des clients au photovoltaïque et la généralisation des véhicules électriques.

Compte tenu du système de péréquation en place dans les ZNI, nos clients sont au tarif bleu ou au tarif régulé pour les clients industriels.

Ces données plus fines nous permettent de leur donner des conseils visant à améliorer la gestion de leur consommation, ce qui nous permet également de réduire nos pointes de production.

Stéphane SIGNORET

MONSIEUR ZECRI, COMMENT ABORDEZ-VOUS CE TRAVAIL COLLECTIF AVEC LES CONCÉDANTS ET D'AUTRES PARTENAIRES, NOTAMMENT EN MATIÈRE DE PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE ?

Lionel ZECRI

Nous sommes concernés par les données relatives à la fourniture des clients au TRV, à l'évolution de portefeuille, la satisfaction, et l'évolution de la précarité énergétique sur les territoires.

La précarité énergétique est un point d'attention des collectivités sur lequel nous sommes très engagés. Il est en effet essentiel de travailler en synergie. Le contrat de concession nous permet d'avoir des échanges réguliers. Outre ce dispositif, il faut réunir les acteurs concernés, à savoir les autorités concédantes, les collectivités, le monde associatif, les services sociaux et les fournisseurs. Nous sommes la première entreprise en matière de contribution au FSL (fonds solidarité logement). Nos 230 experts solidarité ont pour mission d'accompagner les travailleurs sociaux sur l'ensemble des territoires. Nous prenons des dispositions très volontaires au-delà de nos obligations de service public ; je pense en particulier à l'arrêt de l'interruption de fourniture pour impayé en dehors de la trêve hivernale que nous avons décidé au 1^{er} avril 2022. Je suis convaincu qu'il faut être plus proche des populations en situation de précarité énergétique afin de leur permettre de faire valoir leur droit. Il est à noter que le taux d'utilisation des chèques énergie émis aujourd'hui est seulement de 80 %. Par ailleurs, il faut les aider à maîtriser leur consommation à domicile de manière concrète afin d'engager les chantiers de rénovation énergétique des bâtiments.

Stéphane SIGNORET

NOUS ALLONS MAINTENANT ABORDER LE MODÈLE ÉCONOMIQUE SUR LEQUEL S'APPUIE CE CONTRAT. CE NOUVEAU DISPOSITIF A ACTÉ LA FIN DES PROVISIONS POUR RENOUVELLEMENT. MONSIEUR HOURCABIE, POUVEZ-VOUS NOUS DONNER DES PRÉCISIONS SUR CE CHANGEMENT DE MODÈLE ?

Guy HOURCABIE

Le stock de provisions pour renouvellement a été maintenu dans le nouveau contrat, ce sont les dotations qui ont été arrêtées. En contrepartie, nous avons mis en place cette nouvelle gouvernance des investissements dont nous avons parlé (SDI et PPI) et les redevances ont été majorées. Ainsi, le calcul de la redevance R2 tiendra désormais compte des actions menées dans le domaine de la transition énergétique, notamment la mise en place d'équipements intelligents d'éclairage public. Le nouveau coefficient est fixé à 4 euros par habitant et par an. Cette valeur pourra être renégociée ultérieurement comme le prévoient les clauses de revoyure.

Stéphane SIGNORET

LES REDEVANCES R1 ET R2 CORRESPONDENT RESPECTIVEMENT AU FONCTIONNEMENT ET AUX INVESTISSEMENTS, C'EST BIEN ÇA ?

Guy HOURCABIE

Oui, la redevance R1 concerne le fonctionnement et inclut également le contrôle du concessionnaire. La redevance R2 concerne un retour sur les investissements réalisés sous la maîtrise d'ouvrage des AODE.

Stéphane SIGNORET

MONSIEUR BÜCHEL, QUE PENSEZ-VOUS DE CE NOUVEAU SCHÉMA ÉCONOMIQUE ? D'APRÈS L'ARTICLE 8, IL EST PRÉVU QU'ENEDIS ASSUME 40 % DES COÛTS D'ENFOUISSEMENT. CETTE MESURE VOUS SEMBLE-T-ELLE COHÉRENTE ? ENVISAGEZ-VOUS D'AUGMENTER VOTRE PARTICIPATION ?

Christian BÜCHEL

Nous parlons d'investissements considérables, en volume financier et aussi en valeur économique. Ce sujet a été difficile à aborder, notamment du point de vue technique. Les données étaient gérées en masse et nous avons réalisé un travail important pour réaliser l'inventaire par type d'équipement, par lieu et par concession, afin de mener une approche économique à la maille de la concession.

Il faut une gouvernance pour faire vivre et évoluer un contrat. Nous avons un très profond respect pour la FNCCR dans sa gouvernance. Nous échangeons sur ces grands blocs économiques : qualité et investissement. Il est essentiel que la gouvernance établie avec la FNCCR, France Urbaine, EDF et Enedis fonctionne.

Nous y consacrons beaucoup d'énergie. Le Comité de suivi a été mis en place afin de faire évoluer le modèle. Il travaillera sur les sujets économiques et les sujets de transparence.

Stéphane SIGNORET

MONSIEUR AUVRAY, LORS DE LA PRÉPARATION DE CETTE TABLE RONDE, VOUS AVEZ SOULIGNÉ L'IMPORTANCE DE PARTAGER LES COÛTS ENTRE CONCÉDANTS ET CONCESSIONNAIRES, PAR EXEMPLE SUR LES DONNÉES.

Philippe AUVRAY

La principale redevance est la redevance R1. Mon département compte environ 400 communes, dont 54 communes alimentées en gaz. Le regroupement de tous les contrats au sein d'un contrat unique est facilité par la prime au regroupement.

GrDF s'est impliqué financièrement et techniquement dans l'élaboration du plan de corps de rue simplifié (PCRS) aux côtés de notre syndicat pour donner une meilleure image et précision des infrastructures gazières. Ce PCRS deviendra obligatoire au 1^{er} janvier 2026.

Guy HOURCABIE

Enedis s'est également impliqué sur ce sujet. Dans la Nièvre, nous signerons avant la fin de l'année la création d'un groupement d'intérêt public entre Enedis, le SIEEN et le Conseil départemental de la Nièvre.

Jusqu'à présent, nous refusions systématiquement le Compte-Rendu annuel d'Activités de concession (CRAC) du fait du manque de précision de certaines informations. On peut se féliciter de disposer désormais sur ce point d'une identification plus précise à la maille de la concession qui nous offre une connaissance exacte du patrimoine.

Maurice GIRONCEL

Je m'associe à l'intervention de Monsieur HOURCABIE.

Stéphane SIGNORET

J'AIMERAIS MAINTENANT INVITER LE PUBLIC À POSER SES QUESTIONS.

Stéphane BALY

Enseignant chercheur

Je remercie les AODE qui ont accepté de me transmettre leur CRAC sur la distribution d'électricité, ce qui m'a permis de reconstituer environ 85 % des données du réseau concédé. Je me permets d'intervenir concernant le rythme de renouvellement du montant d'investissement. La Présidente d'Enedis a évoqué une somme de 96 milliards d'euros dédiée à ces travaux. Mes analyses concernant les rythmes d'investissement et les moyennes de renouvellement du réseau HTA et BT montrent que la durée du renouvellement du réseau BT serait de 520 ans si cette opération était effectuée au même rythme que pendant les années 2019 et 2020. Par ailleurs, il faudrait 1 200 ans pour renouveler 10 % de l'ensemble du réseau. Je me demande donc si les montants évoqués sont en adéquation avec les besoins de renouvellement pour garantir la pérennité de ce réseau.

Par ailleurs, il serait intéressant qu'Enedis autorise les chercheurs à consulter les CRAC sur sa plateforme d'open data.

Antoine JOURDAIN

Les SDI et les PPI sont élaborés en fonction de l'état du patrimoine. Il n'existe pas d'âge donné a priori pour l'ensemble des équipements, dont l'état détermine le montant des investissements prévus.

Ce budget pourra évidemment être majoré le cas échéant. À titre d'exemple, nous avons prévu de remplacer certains câbles HTA récemment installés sur l'île de la Réunion, qui présentent déjà des signes d'usure. Les données concernant le réseau permettent de prévoir la date approximative des pannes des équipements. En tout état de cause, il est inutile de remplacer les réseaux en bon état dans l'immédiat. La méthode employée pour calculer les durées de renouvellement qui viennent d'être indiquées n'est pas nécessairement adéquate. Toutefois, nous restons attentifs à l'état de nos postes sources et de nos transformateurs.

Christian BÜCHEL

Le choix des investissements est effectué en collaboration avec les propriétaires. N'hésitez pas à nous transmettre votre étude afin que nous puissions l'examiner plus attentivement. Enedis consacre beaucoup de temps et d'efforts à travailler avec ses confrères européens et en collaboration avec de nombreux chercheurs d'universités en France et à l'étranger.

Ce benchmark est également réalisé en association avec la Commission européenne dans la mesure où la transition énergétique est un sujet qui dépasse les frontières de l'Hexagone. La politique que nous mettons en œuvre s'appuie sur des analyses qui ne se résument pas à une règle de trois.

Guy HOURCABIE

Je souhaiterais également consulter cette étude. Dans la Nièvre, nous avons par le passé estimé qu'un réseau dont la maintenance était confiée à Enedis faisait l'objet de travaux tous les 60 ans environ. À titre de comparaison, un réseau basse tension du syndicat d'énergie était réparé environ tous les 35 ou 40 ans. J'ai longuement combattu la PDV (prolongation de la durée de vie des ouvrages) mis en place quelques années auparavant. Enedis a présenté en 2020 le nouveau programme de « Rénovation programmée » qui prévoit des opérations de rénovation des réseaux tous les 25 ans. Je pense que les CRAC à venir ne présenteront pas les mêmes données que ceux ayant servi de base à cette étude.

Yves SIMON

Président du Syndicat départemental d'énergie de l'Allier - Territoire d'énergie Allier et Vice-président de la FNCCR

Notre syndicat a été l'un des premiers à signer le nouveau contrat de concession en 2019. La départementalisation nous a permis de majorer de plus de 20 % les redevances de concession. Il est à noter que l'effort fourni par Enedis dans le contrat de concession et le financement apporté par le SDE représentent une dépense supérieure à celle consentie pour la maintenance des 5 000 kilomètres du réseau routier du département de l'Allier. Dans le domaine de l'eau, nous avons passé des prêts à 60 ans avec la Banque des territoires afin de renouveler les deux tiers des réseaux de distribution d'eau, ce qui nécessitera une majoration du prix de l'eau de 1 % par an. En tout état de cause, nous sommes entièrement satisfaits du contrat de concession que nous avons signé avec un Directeur d'Enedis et un ingénieur du syndicat très expérimentés. En revanche, je m'interroge, aussi bien dans mon contrat de concession de distribution de gaz que sur le contrat avec Enedis et EDF, sur ce qui nous arrive en matière d'injection des énergies nouvelles. La réactivité de GrDF est relativement bonne. En revanche, nous sommes face à des défis de taille sur la partie électricité. Le discours national est très volontariste, mais aujourd'hui certains préfets et directions de territoires ne savent pas quoi faire face aux demandes qui leur sont soumises. 7 000 hectares d'installations photovoltaïques pour-

raient être programmés dans l'Allier. Je suis maire depuis 33 ans et je milite, j'ai du reste un projet communal avec EDF Renouvelable, pour que les collectivités aient la maîtrise du foncier. Les maires sont en effet les mieux placés pour choisir des terrains qui n'entraîneront pas de difficultés de voisinage. Par ailleurs, cette maîtrise leur permettra de s'assurer une part des recettes en encaissant les prix de location du foncier. Il faut donc engager une réflexion sur ce sujet. Dans ma commune, nous avons prévu d'aider les agriculteurs à payer leurs charges sociales, de baisser les impôts et d'accorder un 13e mois sur les petites retraites. Il faut nous donner capacité à injection dans des délais assez courts.

Christian BÜCHEL

Merci pour votre témoignage. J'ai participé au Congrès des Régions de France qui s'est tenu dans l'Allier il y a quelques jours et je me suis réjoui de constater la qualité de la coopération dans votre département. Le sujet que vous venez d'évoquer est capital. L'augmentation du nombre de véhicules électriques et de la quantité d'électricité produite à partir des énergies renouvelables exige plus de planification et plus de courage sur les choix à prendre. Si le producteur accepte qu'il n'y ait pas d'injection pendant quelques heures durant l'année, il pourra être raccordé immédiatement à travers l'écrêtement. Sinon, il lui faudra attendre jusqu'à l'horizon 2028 ou 2029. Nous travaillons en collaboration avec la CRE, la DGEC, les producteurs, le Syndicat des énergies renouvelables et France Énergie Éolienne.

Il faut se demander si nous sommes prêts à accepter plus de souplesse et de limitation éventuelle dans l'injection plutôt que d'attendre. Il faut de la planification. Certains pays européens comme les Pays-Bas publient en open data une cartographie des zones où la connexion est possible. Une loi a été déposée en Conseil des ministres. Nous travaillons avec le Gouvernement, la CRE, la DGEC et RTE sur cette problématique.

Bruno BETHENOD

Membre du bureau du SICECO - Territoire d'énergie Côte-d'Or

Pour aller vers un nouveau contrat, il faut au préalable savoir mettre un terme au précédent contrat. En ce qui nous concerne, nous avons des difficultés à faire le bilan de sortie. Il faudra peut-être se concerter afin de corriger certains dysfonctionnements ayant trait au contrat précédent. Cette étape est essentielle, car les sommes mises en jeu sont importantes.

Il est regrettable que les conditions originales des contrats aient été modifiées sans l'accord du syndicat.

Je ne suis pas certain qu'il faille se réjouir de l'augmentation considérable du nombre de véhicules électriques. On peut ainsi se demander comment nous pourrions assurer le financement du renforcement de nos réseaux électriques afin qu'ils fournissent une impulsion électrique suffisamment forte pour charger un véhicule électrique en une à deux heures. Il faut provisionner des sommes importantes consacrées au renforcement si nous souhaitons déployer cette politique d'élargissement du parc électrique. Comment se partageront ces dépenses très importantes ?

Antoine JOURDAIN

Il faut tenir compte du foisonnement entre les différents usages. Le véhicule électrique est un nouvel usage qui s'ajoutera aux usages existants. La recharge des véhicules électriques aura lieu de préférence pendant des créneaux horaires où le réseau sera moins sollicité. Les charges rapides ne seront pas implémentées partout, mais dans des endroits stratégiques comme dans les centres-villes ou près des postes.

En ce qui concerne la partie amont du réseau, comme les postes sources, il ne nous semble pas nécessaire de procéder à des travaux significatifs de redimensionnement avant de nombreuses années. Les budgets sont certes en augmentation, mais je ne crois pas que nous soyons confrontés à un mur d'investissement, notamment dans les DOM.

Maurice GIRONCEL

À l'heure actuelle, nous produisons de l'électricité à l'aide des énergies renouvelables pour 35 000 habitants, alors que nous ne comptons que 24 000 habitants. Nous produisons du biogaz grâce à notre centre d'enfouissement des ordures ménagères, ce qui nous permet d'injecter de l'énergie sur le réseau public de distribution. Nous avons également installé des panneaux solaires sur les écoles et les églises et 37 éoliennes seront remplacées par 9 éoliennes plus performantes par du repowering. Ces éoliennes nous permettront de produire une quantité d'électricité nécessaire à une population de 45 000 habitants.

Le SIDÉLEC envisage de mettre en place une SEM pour la production d'énergie renouvelable, afin de répondre en particulier à la PPE de la Réunion qui préconise 1 700 bornes photovoltaïques indépendantes, voire également couplées avec le réseau, sur l'ensemble du territoire de

la Réunion de manière à répondre à l'augmentation du nombre de véhicules électriques. Ces exemples montrent que des avancées importantes peuvent être réalisées à condition de mettre en place des politiques volontaristes.

Christian BÜCHEL

Je m'associe à l'intervention de Monsieur JOURDAIN. J'aimerais simplement ajouter un mot concernant la mobilité électrique et plus globalement sur l'ensemble des nouveaux usages. L'augmentation du nombre de pompes à chaleurs récemment installées en France n'est pas souvent évoquée, mais elle est remarquable. Je pense que l'on a trop tendance à sous-estimer la force de l'innovation. Les heures creuses et pleines ont été inventées dans les années 1970. Nous sommes dotés de compteurs communicants et capables d'établir des courbes de charge prévisionnelles tenant compte du vent et de l'ensoleillement. Dans ces conditions, j'ai bon espoir que nous serons en mesure de piloter les recharges de véhicules électriques.

En outre, je suis persuadé que le SICECO n'aura aucune difficulté à passer de l'ancien contrat au nouveau.

De la salle

En ce qui concerne la recharge des véhicules électriques, nous avons tous l'obligation de réaliser un schéma directeur pour les infrastructures de recharge pour véhicules électriques d'ici 2026. En association avec Enedis, nous recensons les projets publics et privés. Je suis convaincu que ce travail nous permettra de concevoir un réseau public privé fonctionnel.



SERVICES PUBLICS LOCAUX
DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU,
DE L'ENVIRONNEMENT ET
DES E-COMMUNICATIONS

38^e Congrès FNCCR

DU 27 AU 29 SEPTEMBRE 2022
RENNES - BRETAGNE